

F. 2000 — 2002

[2000/29224]

6 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française distinguant, dans l'enseignement secondaire, des établissements et des implantations très prioritaires dans la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 4, § 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7 du décret du 30 juin 1998 précité;

Vu la proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, donnée le 11 février 2000;

Considérant l'avis unanime du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, donné le 11 février 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2000;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance ayant les discriminations positives dans l'enseignement obligatoire dans ses attributions et du Ministre de l'Enseignement secondaire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 avril 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la liste des établissements ou implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives établie par application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont reconnus comme étant très prioritaires, les établissements et implantations :

1° dont la moyenne des niveaux socio-économiques des quartiers attribués à chaque élève, tels que définis par l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 2000 visant à arrêter le niveau socio-économique et les proportions permettant de déterminer les établissements, écoles ou implantations d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire susceptibles de bénéficier de discriminations positives, en application de l'article 4, § 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, atteint au plus la valeur de — 1,30 et qui accueillent des élèves dans l'enseignement technique ou professionnel;

2° dont la moyenne des niveaux socio-économiques des quartiers attribués à chaque élève, tels que définis par l'article 1er de l'arrêté du 3 février 2000 précité, atteint au plus la valeur de — 0,80 et qui accueillent une proportion d'élèves supérieure à 30 % dans l'enseignement de qualification des secteurs « industrie », « hôtellerie-alimentation » et « construction »;

3° dont la moyenne des niveaux socio-économiques des quartiers attribués à chaque élève, tels que définis par l'article 1er de l'arrêté du 3 février 2000 précité, atteint au plus la valeur de — 0,50 et qui accueillent une proportion d'élèves supérieure à 70 % dans l'enseignement de qualification des secteurs « industrie », « hôtellerie-alimentation » et « construction »;

4° situés en Région wallonne, dont les caractéristiques internes sont défavorables.

Art. 2. La liste des établissements et implantations très prioritaires déterminée sur base de l'article 1er est annexée au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2000.

Art. 4. Le Ministre ayant les discriminations positives dans l'enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 avril 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

Annexe

Liste des établissements et implantations

I. Enseignement de la Communauté française

Noms	Adresse de l'établissement et/ou des implantations concernées
Athénée Royal Alfred Verwee	rue Verwee 12, 1030 Bruxelles
Athénée Royal de Bruxelles II	rue Marie-Christine 37, 1020 Bruxelles
Athénée Royal De Liège Atlas	quai Saint-Léonard 80, 4000 Liège
Athénée Royal Victor Horta	rue de la Rhétorique 16, 1060 Bruxelles uniquement l'implantation de la rue des Alliés 233, à 1190 Bruxelles
Athénée Royal Marcel Tricot	rue Marie-Christine 83, 1020 Bruxelles
Athénée Royal Serge Creuz	avenue du Sippelberg 2, 1080 Bruxelles
Institut technique de la Communauté française Madeleine Jacquemotte	avenue Constant Permeke 2, 1140 Bruxelles
Institut technique de la Communauté française Chomé-Wyns	rue Chomé-Wyns 5, 1070 Bruxelles

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 6 avril 2000 distinguant, dans l'enseignement secondaire, des établissements et des implantations très prioritaires dans la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

II. Enseignement Officiel Subventionné

Noms	Adresse de l'établissement et/ou des implantations concernées
Centre communal d'Enseignement technique Pierre Paulus	rue de La Croix de Pierre 73, 1060 Bruxelles
Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek	place Saint-Pierre 5, 1040 Bruxelles
Centre Educatif Communal Secondaire Henri Dunant	rue Vandervelde 28, 6030 Marchienne-au-Pont
Institut Communal des Techniques de l'Industrie	quai du Condroz 15, 4020 Liège
Institut d'Enseignement technique Marius Renard	rue Georges Moreau 107, 1070 Bruxelles
Institut des Arts et Métiers	boulevard de l'Abattoir 50, 1000 Bruxelles
Institut Diderot	rue des Capucins 58, 1000 Bruxelles uniquement l'implantation siège
Institut technique René Cartigny	Place de la Petite Suisse 4, 1050 Bruxelles
Lycée Communal Guy Cudell	rue de Liedekerke 66, 1210 Bruxelles
Ecole Polytechnique de Herstal	rue de l'Ecole technique 34, 4040 Herstal
Institut Emile Gryson	avenue Emile Gryson 1, 1070 Bruxelles
Institut Provincial d'Enseignement secondaire de Herstal	rue du Grand Puits 66, 4040 Herstal

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 6 avril 2000 distinguant, dans l'enseignement secondaire, des établissements et des implantations très prioritaires dans la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

III. Enseignement Libre Subventionné

Noms	Adresse de l'établissement et/ou des implantations concernées
Campus Saint-Jean	rue de la Colonne 54-56, 1080 Bruxelles
Centre Scolaire des Dames de Marie-Haecht-Philomène-Limite	chaussée de Haecht 68, 1210 Bruxelles
Centre Scolaire Eperonniers-Mercelis	rue Mercelis 46, 1050 Bruxelles uniquement implantation située rue de l'Etuve 56, à 1000 Bruxelles
Centre Scolaire Sainte-Marie-La Sagesse	chaussée de Haecht 164, 1030 Bruxelles
Centre Scolaire Saint-Michel	boulevard Saint-Michel 24, 1040 Bruxelles uniquement les implantations situées rue Godefroid de Bouillon 55, 1030 Bruxelles et rue Dupont 20, 1030 Bruxelles
Collège La Fraternité	rue de Molenbeek 173, 1020 Bruxelles
Institut de la Providence	rue Haberman 27, 1070 Bruxelles
Institut des Filles de Marie	rue Théodore Verhaegen 6, 1060 Bruxelles
Institut des Ursulines	avenue du Sippelberg 10, 1080 Bruxelles
Institut Dominique Pire	rue de Lenglentier 6-14, 1000 Bruxelles uniquement l'implantation siège
Institut Notre-Dame	rue de Fienne 66, 1070 Bruxelles
Institut Sainte-Marie	place d'Arenberg 20, 6200 Châtelineau
Institut Sainte-Marie	rue Cockerill 148, 4100 Seraing
Institut Saint-Joseph d'Enseignement technique	rue Felix Hap 14, 1040 Bruxelles uniquement l'implantation située rue des Alliés 315, 1190 Bruxelles
Institut Techn. Cardinal Mercier-Notre-Dame du Sacre-Cœur	boulevard Lambermont 17, 1030 Bruxelles

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 6 avril 2000 distinguant, dans l'enseignement secondaire, des établissements et des implantations très prioritaires dans la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

VERTALING

N. 2000 — 2002

[2000/29224]

6 APRIL 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot onderscheiding, in het secundair onderwijs, van zeer prioritaire inrichtingen en vestigingsplaatsen uit de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 4, § 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het bovenvermelde decreet van 30 juni 1998;

Gelet op het voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, gegeven op 11 februari 2000;

Gelet op het eenparig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, gegeven op 11 februari 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2000;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, tot wiens bevoegdheid de positieve discriminatie in het verplicht onderwijs behoort, en van de Minister van Secundair Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 april 2000,

Besluit :

Artikel 1. In de lijst van de inrichtingen of vestigingsplaatsen van het secundair onderwijs die voor positieve discriminatie in aanmerking komen, bepaald bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden als zeer prioritair erkend, de inrichtingen en vestigingsplaatsen :

1° waarvan het gemiddelde van de socio-economische niveaus van de wijken die aan elke leerling worden toegewezen, zoals bepaald bij artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 2000 tot bepaling van het socio-economisch niveau en de percentages om de inrichtingen, scholen of vestigingsplaatsen voor basisonderwijs en secundair onderwijs te kunnen aanduiden die in aanmerking kunnen genomen worden voor positieve discriminatie, met toepassing van artikel 4, § 3 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, een waarde bereikt die niet hoger ligt dan — 1,30, en die leerlingen in het technisch of beroepsonderwijs ontvangen;

2° waarvan het gemiddelde van de socio-economische niveaus van de wijken die aan elke leerling worden toegewezen, zoals bepaald bij artikel 1 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 2000, een waarde bereikt die niet hoger ligt dan — 0,80, en een percentage leerlingen van meer dan 30 % ontvangen in het kwalificatieonderwijs van de sectoren « nijverheid », « hotelbedrijf - voeding » en « bouwbedrijf »;

3° waarvan het gemiddelde van de socio-economische niveaus van de wijken die aan elke leerling worden toegewezen, zoals bepaald bij artikel 1 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 2000, een waarde bereikt die niet hoger ligt dan — 0,50, en een percentage leerlingen van meer dan 70 % ontvangen in het kwalificatieonderwijs van de sectoren « nijverheid », « hotelbedrijf - voeding » en « bouwbedrijf »;

4° die in het Waalse Gewest gelegen zijn, en waarvan de interne kenmerken ongunstig zijn.

Art. 2. De lijst van de zeer prioritaire inrichtingen en vestigingsplaatsen bepaald op grond van artikel 1 wordt gevoegd bij dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de positieve discriminatie in het verplicht onderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 april 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de « ONE »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

Bijlage

Lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen

I. Onderwijs van de Franse Gemeenschap

Namen	Adres van de inrichting en/of de vestigingsplaatsen
Athénée Royal Alfred Verwee	rue Verwee 12, 1030 Bruxelles
Athénée Royal de Bruxelles II	rue Marie-Christine 37, 1020 Bruxelles
Athénée Royal De Liège Atlas	quai Saint-Léonard 80, 4000 Liège
Athénée Royal Victor Horta	rue de la Rhétorique 16, 1060 Bruxelles uitsluitend de vestigingsplaats gelegen Bondgenotenstraat 233, te 1190 Brussel
Athénée Royal Marcel Tricot	rue Marie-Christine 83, 1020 Bruxelles
Athénée Royal Serge Creuz	avenue du Sippelberg 2, 1080 Bruxelles
Institut technique de la Communauté française Madeleine Jacquemotte	avenue Constant Permeke 2, 1140 Bruxelles
Institut technique de la Communauté française Chomé-Wyns	rue Chomé-Wyns 5, 1070 Bruxelles

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 6 april 2000 tot onderscheiding, in het secundair onderwijs, van zeer prioritaire inrichtingen en vestigingsplaatsen uit de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de « ONE »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

II. Gesubsidieerd officieel onderwijs

Namen	Adres van de inrichting en/of de vestigingsplaatsen
Centre communal d'Enseignement technique Pierre Paulus	rue de la Croix de Pierre 73, 1060 Bruxelles
Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek	place Saint-Pierre 5, 1040 Bruxelles
Centre Educatif Communal Secondaire Henri Dunant	rue Vandervelde 28, 6030 Marchienne-au-Pont
Institut Communal des Techniques de l'Industrie	Quai du Condroz 15, 4020 Liège
Institut d'Enseignement technique Marius Renard	rue Georges Moreau 107, 1070 Bruxelles
Institut des Arts et Métiers	boulevard de l'Abattoir 50, 1000 Bruxelles
Institut Diderot	rue des Capucins 58, 1000 Bruxelles uitsluitend zetelvestiging

Namen	Adres van de inrichting en/of de vestigingsplaatsen
Institut technique René Cartigny	Place de la Petite Suisse 4, 1050 Bruxelles
Lycée Communal Guy Cudell	rue de Liedekerke 66, 1210 Bruxelles
Ecole Polytechnique de Herstal	rue de l'Ecole technique 34, 4040 Herstal
Institut Emile Gryson	avenue Emile Gryson 1, 1070 Bruxelles
Institut Provincial d'Enseignement secondaire de Herstal	rue du Grand Puits 66, 4040 Herstal

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 6 april 2000 tot onderscheiding, in het secundair onderwijs, van zeer prioritaire inrichtingen en vestigingsplaatsen uit de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toevertrouwd aan de « ONE »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

III. Gesubsidieerd vrij onderwijs

Namen	Adres van de inrichting of vestigingsplaatsen
Campus Saint-Jean	rue de la Colonne 54-56, 1080 Bruxelles
Centre Scolaire des Dames de Marie-Haecht-Philomène-Limite	chaussée De Haecht 68, 1210 Bruxelles
Centre Scolaire Eperonniers-Mercelis	rue Mercelis 46, 1050 Bruxelles uitsluiten vestigingsplaats gelegen Stoofstraat
Centre Scolaire Sainte-Marie-La Sagesse	chaussée De Haecht 164, 1030 Bruxelles
Centre Scolaire Saint-Michel	boulevard Saint-Michel 24, 1040 Bruxelles uitsluitend de vestigingsplaatsen gelegen Godfried van Bouillonstraat en Dupontdreef 20, 1030 Brussel
Collège La Fraternité	rue de Molenbeek 173, 1020 Bruxelles
Institut de la Providence	rue Haberman 27, 1070 Bruxelles
Institut des filles de Marie	rue Théodore Verhaegen 6, 1060 Bruxelles
Institut des Ursulines	avenue du Sippelberg 10, 1080 Bruxelles
Institut Dominique Pire	rue de Lenglentier 6-14, 1000 Bruxelles uniquement l'implantation siège
Institut Notre-Dame	rue de Fienne 66, 1070 Bruxelles
Institut Sainte-Marie	place d'Arenberg 20, 6200 Châtelineau
Institut Sainte-Marie	rue Cockerill 148, 4100 Seraing
Institut Saint-Joseph d'Enseignement technique	rue Felix Hap 14, 1040 Bruxelles uitsluitend de vestigingsplaats gelegen Bondgenotenstraat 315, 1190 Bruxelles
Institut Techn. Cardinal Mercier-Notre-Dame du Sacre-Cœur	boulevard Lambermont 17, 1030 Bruxelles

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 6 april 2000 tot onderscheiding, in het secundair onderwijs, van zeer prioritaire inrichtingen en vestigingsplaatsen uit de lijst van de inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toevertrouwd aan de « ONE »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE